France: Nouvelle offre de Punch à Ford pour la reprise de Blanquefort

• Industrie automobile

Publié le 18/02/2019 à 19h25

Le groupe Punch devait soumettre ce lundi à Ford une nouvelle offre de reprise du site de Blanquefort (Gironde), a annoncé le ministre de l'Economie et des Finances aux syndicats. /Photo prise le 15 janvier 2019/REUTERS/Brendan McDermid Thomson Reuters

PARIS-BORDEAUX (Reuters) - Le groupe Punch devait soumettre ce lundi à Ford une nouvelle offre de reprise du site de Blanquefort (Gironde), a annoncé le ministre de l'Economie et des Finances aux syndicats.

Ford avait refusé le 13 décembre une première proposition du groupe belge, s'attirant une vive réplique de Bruno Le Maire qui avait dénoncé une "trahison".

La nouvelle proposition "nécessite qu'un accord soit trouvé dans les prochains jours", précise le ministère dans un communiqué diffusé après une rencontre entre le ministre, des syndicats du groupe automobile américain et des élus locaux.

Cité dans le communiqué, Bruno Le Maire se dit "déterminé à trouver une solution de reprise viable pour le site de Ford Blanquefort". "Il nous reste peu de temps pour ce faire. Je mettrai donc toute mon énergie aux côtés des salariés et des élus, pour donner au projet de Punch toutes ses chances", ajoute-t-il.

Le ministère "souhaite que cette offre apporte une activité suffisante au site, permettant d'y garantir l'emploi des salariés repris, et sécurisant la cession de l'entreprise par Ford", poursuit le communiqué.

Le gouvernement français, fortement impliqué dans ce dossier, avait pressé Ford d'accepter la première offre de Punch, qui prévoyait le maintien de quelque 400 des 850 emplois du site de fabrication de boîtes de vitesse.

Ford, qui prévoit une fermeture définitive en août, a déposé de nouveau le 11 février un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) à la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qui a jusqu'au 4 mars pour l'homologuer ou pas.

"Nous devrions rencontrer les dirigeants de Punch mercredi pour qu'ils nous expliquent les tenants et aboutissants de cette nouvelle proposition", a dit à Reuters par téléphone le secrétaire du CE, Gilles Lambersend (CGT).

Le 1er février dernier, l'intersyndicale était ressortie déçue d'une rencontre à Strasbourg avec les dirigeants de Punch, qui n'avaient pas caché leur pessimisme quant à la possibilité de convaincre rapidement Ford de leur vendre son usine.

Une nouvelle réunion est prévue à Bercy lundi prochain, selon les syndicats.

Pour Gilles Lambersend, "outre le plan Punch, il existe aussi une option 2 qui consiste à revitaliser le site industriel et une option 3 consistant à créer un groupe de travail avec l'Etat et les collectivités locales pour trouver une solution originale".

Dans un communiqué publié lundi, la CGT de Ford Blanquefort presse l'Etat d'intervenir.

"On nous dit que l'Etat n'a pas vocation à acheter une usine et à produire des boîtes de vitesses. Mais l'Etat a-t-il vocation à laisser fermer une usine et supprimer des centaines d'emplois?", dit-elle.

(Jean-Baptiste Vey et Claude Canellas à Bordeaux, édité par Sophie Louet)